

Introduction

Nous allons effectuer une plongée au cœur des événements qui eurent lieu, au cours du printemps 1994, dans une toute petite région du monde : la région de Bisesero. Elle se situe dans l'Afrique des Grands lacs, dans l'ouest du Rwanda. Ce printemps fut celui d'un génocide, le dernier du vingtième siècle. Il visa la composante tutsi⁶ de la population rwandaise. Bisesero en a constitué l'ultime poche de résistance civile. Cette région a été l'objet d'un des massacres les plus importants, si ce n'est le plus important, commis au cours des trois mois de ladite entreprise génocidaire, avec près de quarante mille civils tués au cours de la seule journée du 13 mai 1994. Mais ce massacre, pour efficace qu'il fut, ne le fut pas au point d'éradiquer l'ensemble des Tutsi réfugiés dans la région. Les tentatives de les exterminer jusqu'au dernier au cours des six semaines qui suivirent la journée du 13 mai se révélèrent en effet infructueuses.

Or c'est parce qu'il est resté suffisamment de rescapés que ce livre peut aujourd'hui voir le jour, brisant in extremis l'exécution du plan génocidaire dans son ensemble, qui prévoyait qu'aucun survivant ne fût en mesure de témoigner de ce qu'il avait vu. Outre qu'il occupe une place singulière dans l'histoire du génocide perpétré à l'encontre des Tutsi du Rwanda, la particularité du génocide de Bisesero réside précisément dans le fait que suffisamment de témoins ont survécu pour nous permettre d'affiner l'image que nous en avons, au point de nous aider aujourd'hui à saisir – et c'est là le point essentiel – ce qu'à aucun prix nous n'aurions dû comprendre.

C'est avec tous ces témoins que je vous propose maintenant de me suivre sur les collines rwandaises. Il nous faudra être partout et tout le temps. Nous aurons besoin de très nombreux témoins, Tutsi miraculés ou tueurs repentis, si l'on veut suivre avec précision le déroulement de ces événements, de tous ces événements, à la connaissance desquels notre opiniâtreté ainsi que notre acharnement à savoir peut nous donner accès, ce avant que l'Histoire ne se dérobe, à mesure que la mémoire des uns et des autres, naturellement, se perd. Il y avait urgence à recueillir ces témoignages afin de recomposer la grande Histoire dont chacun des

témoins ne saurait nous fournir qu'une seule pièce du puzzle, celle de sa propre histoire. Il y avait un devoir d'Histoire à remplir. L'association African Rights l'a commencé, je l'ai poursuivi, puis ce fut au tour de Bruno Boudiguet. Ce livre résulte de ces travaux, longs et patients, ainsi que de toutes les autres contributions ici consignées.

Cependant, avant d'entamer ce voyage en compagnie de tous ces témoins, faisons un point sur ce que nous savons jusqu'à présent de ce génocide, ou plus exactement sur ce que nous pensons en savoir. En 1959, 1963, 1964 et 1973, des pogroms visèrent la composante tutsi de la population du Rwanda. Ces violences s'inscrivirent dans la continuité de ce qui avait alors été considéré comme la « révolution sociale des Hutu ». Il faut savoir qu'en 1994, la population du Rwanda était formée de trois groupes, les Hutu, les Tutsi et les Twa, ce après que le colonisateur belge eut travesti les coutumes rwandaises, en séparant artificiellement la population conformément à des critères emprunts de théories raciales. Une telle révolution s'inscrit dans la stratégie des Belges de suspendre son alliance avec la minorité tutsi désireuse d'indépendance. Ils se retournèrent vers les Hutu majoritaires. En 1973, une fois le calme revenu et après que le président hutu Juvénal Habyarimana se fut emparé du pouvoir, les Tutsi furent la cible de discriminations.

S'ils ne l'avaient pas déjà fait pour fuir les exactions les visant, nombre d'entre eux durent s'exiler vers les pays frontaliers : Zaïre, Ouganda, Burundi et Tanzanie. Près de quarante ans plus tard, n'ayant pu obtenir de revenir chez eux par la voie amiable, ils tentèrent le 1^{er} octobre 1990 de revenir par la force au pays, dans le cadre d'un mouvement non ethniste, le Front Patriotique rwandais (FPR). Les troupes françaises portèrent alors secours au régime de leur allié rwandais hutu Habyarimana. Ce fut l'opération *Noroît* au cours de laquelle les soldats français formèrent les futures milices génocidaires, les *Interahamwe*. Trois ans plus tard fut signé à Arusha, en Tanzanie, un accord de paix conformément auquel les soldats français devaient, le 15 décembre 1993, se retirer du Rwanda pour laisser la place aux Casques bleus. Le 6 avril 1994, l'avion présidentiel fut abattu en plein vol. Le président trouva la mort.

Quelques minutes après, le commandant français Grégoire de Saint-Quentin, qui conseillait, à Kigali, le bataillon paracommando dans le camp de Kanombe, obtint un passe-droit pour se rendre sur le lieu du crash, alors que la mission locale des Nations unies s'en était vu refuser l'accès. De Saint-Quentin s'y rendit avec le major rwandais Ntabakuze qui, de retour au camp de Kanombe, donna le feu vert aux escadrons de la mort pour qu'ils démarrent les massacres, au prétexte de venger l'assassinat de leur président. Il venait là de déclencher la première phase du génocide succédant à l'attentat. Nombre de Rwandais influents dont les noms

avaient préalablement été inscrits sur des listes furent assassinés. Acteurs principaux de la deuxième phase, les escadrons de la mort avaient été constitués à partir des effectifs des commandos de recherche et d'action en profondeur, dont le recrutement avait été effectué au sein de l'armée rwandaise par des soldats français. Ils tuèrent les Tutsi ainsi que les Hutu susceptibles de s'opposer au gouvernement putschiste génocidaire.

C'est dans ce cadre qu'Agathe Uwilingiyimana, Premier ministre de transition dans le cadre des accords de paix d'Arusha, fut tuée, tandis que dix Casques bleus belges durent se rendre, après quoi ils furent emmenés dans le cachot du camp Kigali où résidaient alors des soldats français. Ils y furent tués. Le scénario du génocide à l'encontre des Tutsi a ainsi inclus la mise en déroute de la mission locale des Nations unies dont le chef militaire, Roméo Dallaire, avait été informé en janvier 1994 de ce que les génocidaires prévoyaient d'assassiner des Casques bleus belges aux fins de faire fuir leurs collègues. L'assassinat de dix d'entre eux parvint, conformément à ce plan, à provoquer la fuite de l'essentiel de la mission onusienne.

Les cadavres des politiciens et autres personnalités, exécutés au cours de la nuit de l'attentat, furent le lendemain progressivement amenés à la morgue de Kanombe afin que les tueurs s'assurent que tous étaient bien morts. Lorsque les cadavres finirent par se trouver en trop grand nombre, un véhicule les chargea dans un camion-benne, puis alla les déverser dans une grande fosse. C'est dans un deuxième temps que commença le massacre des Tutsi rwandais, que certaines radios avaient aussitôt accusé d'avoir été les organisateurs de l'assassinat du président Habyarimana. Dans l'ouest du Rwanda, représentants des autorités locales, hommes d'affaires et intellectuels emboîtèrent le pas à ces accusations en allant à la rencontre des Hutu afin d'entretenir cette rumeur et obtenir d'eux qu'ils exterminent les Tutsi avant que ce ne soient ces derniers qui, selon un prétendu plan, ne le fassent.

Ainsi, à l'issue notamment de réunions, la population hutu commença à envisager l'acte de tuer. Le plan impliquait concomitamment d'amener l'opinion à penser que l'on avait affaire à une colère populaire spontanée, une lutte tribale. Or il n'en était rien. Il s'agissait d'un génocide. Et qui dit génocide dit planification, ledit plan incluant précisément de tromper l'opinion censée ne pas percevoir de génocide. Pour ce faire, ses planificateurs, obtenant d'une partie suffisamment grande de la population hutu qu'elle y participe directement, se devaient de diluer son mécanisme dans l'océan formé par ce qu'il convient aujourd'hui de nommer « les petites mains du génocide ».

Il fait aujourd'hui peu de doute que ceux qui le planifièrent sont ceux-là mêmes qui mirent l'attentat, deux événements bien distincts qu'ils auront déclenchés l'un après l'autre tout en faisant en sorte que le

second ne soit perçu que comme la conséquence directe du premier. Dit autrement, l'attentat n'aura été que le signal de lancement d'un putsch et d'un génocide soigneusement préparés en amont. L'assassinat du Premier ministre venait confirmer le putsch qui avait débuté avec celui du président. Au lendemain de ce nouvel assassinat, c'est notamment au sein de l'ambassade de France que fut formé le gouvernement intérimaire rwandais, celui qui commençait déjà à mettre en œuvre le génocide à l'encontre des Tutsi.

Ce même jour fut déployée au Rwanda l'opération française Amaryllis d'évacuation des ressortissants occidentaux. Le compte-rendu de cette opération indique que les soldats français avaient reçu l'ordre de Paris de ne pas intervenir pour « faire cesser les massacres dont ils étaient les témoins proches ».

Les soldats français de l'opération Amaryllis quittèrent le Rwanda le 14 avril. Il n'y eut, à compter de cette date, au cours des semaines de génocide qui allaient suivre, et jusqu'au retour des troupes françaises dans le cadre d'une mission officiellement humanitaire, dite « opération Turquoise », aucun soldat français dans le pays des mille collines. Cela, c'est tout au moins pour la version officielle qui ne manque pas de fonder la non-implication des soldats français dans le génocide sur leur absence présumée au Rwanda tandis qu'il s'y déroulait. Or selon l'aveu même de chefs militaires français, des soldats de l'Hexagone s'y trouvaient au cours de cette période. A cela s'ajoutent de nombreux témoignages confirmant cette présence.

Le 15 mai 1994, au lendemain du grand massacre de Bisesero, dernière poche de résistance civile au génocide, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, affirma publiquement que les Tutsi au Rwanda étaient victimes d'un génocide, justifiant de la sorte le déclenchement d'une opération présentée comme humanitaire mais dont le but n'était autre que de tenter de secourir les Forces armées rwandaises alors en déroute devant l'avancée du Front patriotique rwandais.

C'est à partir du 22 juin que fut déployée au Rwanda la prétendue opération humanitaire. Mandatée par les Nations unies, l'opération Turquoise devait officiellement porter secours à l'ensemble des civils en danger, quand bien même le génocide ne visait que la composante tutsi de la population.

Le 27 juin, un convoi de militaires et de journalistes français rencontrèrent les derniers Tutsi survivants de Bisesero, notamment rescapés du grand massacre du 13 mai. Les soldats de Turquoise leur annoncèrent ne pas être en mesure de leur venir en aide sur le moment et les invitèrent à patienter quelques jours encore, le temps que les militaires français organisent leur secours. Mais voilà : en s'approchant du convoi, ces Tutsi venaient de se découvrir devant leurs génocidaires qui n'avaient

pas imaginé qu'il en restait autant. Et comme si cela ne suffisait pas, les militaires français raccompagnèrent le guide hutu dans son village et le remirent en liberté. Or ce guide venait, devant les Français, d'être dénoncé par les rescapés du génocide comme un des principaux chefs miliciens génocidaires de la région.

Comme il fallait s'y attendre, le chef de milice informa aussitôt sa hiérarchie de la présence de très nombreux survivants tutsi sur les collines de Bisesero, de l'endroit où ils se cachaient, ainsi que du délai de trois jours que les soldats français leur avaient dit être nécessaire avant de pouvoir les sauver. Ces trois jours furent l'occasion pour les génocidaires de faire, comme le 13 mai, appel aux miliciens d'autres régions que celle de Bisesero, afin d'organiser un rassemblement d'une ampleur jamais atteinte depuis celui qui avait eu lieu un mois et demi plus tôt au même endroit. Le massacre qui s'ensuivit se solda par l'extinction de près d'un millier de Tutsi supplémentaires.

Avant de nous rendre en cet endroit et à cette époque avec nos témoins, commençons par présenter les grandes figures parmi les génocidaires de la région. Cette présentation épouse l'organisation administrative de la préfecture dans laquelle se trouve Bisesero. En 1994, année au cours de laquelle ont lieu les événements décrits dans cet ouvrage, le territoire du Rwanda est encore découpé en douze préfectures, chacune d'entre elles étant composée de communes. A leur tour, les communes sont constituées d'un ensemble de secteurs, chacun d'eux étant enfin morcelé en ce qui constitue la plus petite entité administrative de l'époque : la cellule.

Bisesero se trouve dans la préfecture de Kibuye. Cette préfecture compte neuf communes, Gishyita, Gisovu et Gitesi étant celles au sein desquelles se déroule l'essentiel de ce récit. La région de Bisesero est presque totalement incluse dans la commune de Gishyita. Elle empiète toutefois légèrement sur celle de Gisovu. Située à l'ouest du pays, la préfecture de Kibuye est bordée par le lac Kivu, ce dernier faisant office de frontière avec le grand Zaïre. Le chef-lieu de la préfecture de Kibuye se trouve, lui, dans la commune de Gitesi. Il s'agit de la petite ville de Kibuye. La préfecture de Kibuye est, parmi les préfectures du Rwanda, celle qui rassemble le plus grand nombre de Tutsi. Ainsi, si ces derniers ne représentent qu'un peu plus de dix pour cent de la population rwandaise, le reste de cette population étant essentiellement composé de Hutu, ils constituent près de vingt pour cent de celle de cette préfecture, dépassant même le tiers de la population dans les communes de Gishyita et de Gitesi.

Les noms des chefs locaux génocidaires reviendront très fréquemment dans ce récit. Chacun d'entre eux va « travailler »⁵ dans la commune, le secteur ou encore la cellule dont il a la responsabilité. Rien ne les empêchera toutefois d'avoir, de temps à autre, à participer à des attaques génocidaires massives, lorsque, organisées à des niveaux supérieurs, elles

nécessiteront la participation du plus grand nombre et parfois même de petites mains venues d'autres préfectures que celle de Kibuye.

Cette présentation commence évidemment par celui qui est à la tête de la hiérarchie locale : le préfet de Kibuye. Il s'agit de Clément Kayishema, dont la position de préfet lui permet de contrôler aussi bien les bourgmestres des communes de sa préfecture que l'ensemble des forces de l'ordre qui prendront part au grand massacre. Clément Kayishema a quarante ans au moment du génocide. Il naquit dans la préfecture de Kibuye au sein d'une famille hutu dont le père fut enseignant puis juge, tandis que sa mère et ses sept frères et sœurs étaient cultivateurs. Il fit des études de médecine à Butare, la deuxième ville du Rwanda, après quoi il pratiqua aussi bien la chirurgie que la médecine générale, qu'il commença à exercer en Ouganda dans un camp de réfugiés. Il fut ensuite nommé directeur d'un hôpital, poste qu'il occupa pendant cinq ans, avant d'être affecté à celui de Kibuye. C'est en 1992 qu'il fut nommé préfet par Juvénal Habyarimana.

Intéressons-nous maintenant à la commune de Gishyita, une des neuf qui composent la préfecture de Kibuye. Elle occupe une place centrale dans notre récit. Ainsi que nous l'avons vu, elle contient en effet à elle seule la plus grande partie de la région de Bisesero. Charles Sikubwabo en est le bourgmestre. Il a alors une cinquantaine d'années. L'année précédente, il a quitté les Forces armées rwandaises avec le grade d'adjudant-chef pour prendre en 1993 la fonction de bourgmestre de cette commune qui est celle de sa naissance. A sa cérémonie d'investiture étaient présents Kayishema ainsi qu'un certain Eliezer Niyitegeka que nous ne manquerons pas également de citer régulièrement dans ce récit. Car bien que ce dernier fût, trois jours à peine après l'attentat qui coûta la vie au président Habyarimana, nommé ministre de l'Information du Gouvernement intérimaire rwandais, c'est sur les collines de la préfecture de Kibuye qu'on allait surtout le trouver en train de charger les civils tutsi. La région de Bisesero est, nous l'avons vu, à cheval entre les communes de Gishyita et de Gisovu. Quatre ans avant que ne démarre le génocide, c'est Aloys Ndimbati qui a été nommé bourgmestre de Gisovu, sa commune de naissance. Il est toujours à ce poste quand débute le génocide. Il a alors une quarantaine d'années. Citons également Augustin Karara qui est, depuis peu, bourgmestre de la commune de Gitesi. A l'époque des violences de 1973, il habitait au nord du pays, dans la préfecture de Gisenyi. Il y était alors élève au petit séminaire. Enfin, nous n'oublions pas la commune de Mabanza, située comme celles de Gitesi et Gishyita, au bord du lac Kivu et dont le bourgmestre est Ignace Bagilishema.

Parmi les policiers communaux que les bourgmestres ont le pouvoir de réquisitionner, il nous faut citer ceux que leur activisme génocidaire de tout instant nous fera retrouver fréquemment au cours de notre récit. Nous noterons, pour la commune de Gishyita, les noms de Ruhindura et de

Sylvestre Rwigimba. Pour ce qui concerne la commune de Gisovu, ce sont les noms des deux policiers Rukazanyambi et Sebahire qui retiendront notre attention.

Juste en-dessous du niveau de la commune, les secteurs sont sous la responsabilité de Conseillers. Dans la commune de Gishyita, les Conseillers que nous serons souvent amenés à croiser au cours de ce récit sont principalement celui du secteur Gishyita, Mikaeli Muhimana, alias Mika, ainsi que celui du secteur Mubuga, Vincent Rutaganira. Né dans la commune de Gishyita, Mika commence par y exercer le métier de commerçant. Il est ensuite élu au poste de Conseiller municipal de Gishyita, poste qu'il occupe toujours lorsque, six ans plus tard, et alors qu'il a trente-quatre ans, débute le génocide. Quant à Vincent Rutaganira, il est élu Conseiller de son secteur de naissance, le secteur Mubuga de la commune de Gishyita, en 1985. Il avait, avant cela, suivi une formation technique dans le domaine de la mécanique automobile ainsi qu'une formation en médecine traditionnelle qui lui avait valu le titre de guérisseur herboriste. Une fois Conseiller communal, il travaille à Mubuga en étroite collaboration avec sa femme avec qui il a neuf enfants. Il a cinquante ans quand commence le génocide à l'encontre des Tutsi. Au-dessous des Conseillers de secteurs, il y a les responsables de cellules. Le policier Sylvestre Rwigimba de la commune de Gishyita, que nous avons évoqué un peu plus tôt, est ainsi lui-même responsable d'une cellule.

Il y a enfin, parmi les grands noms du génocide dans la préfecture de Kibuye, ceux qui ne prennent pas place dans la hiérarchie administrative proprement dite, mais dont la position dans l'industrie, le commerce ou plus généralement les affaires, les rend incontournables. Deux personnes retiendront notre attention du fait qu'ils feront montre, tout au long des trois mois du génocide, d'un activisme criminel sans pareil. Il y a d'abord Alfred Musema. Lui n'est pas originaire de la préfecture de Kibuye, mais de celle de Butare. Après avoir effectué ses études en Belgique à la Faculté des Sciences agronomiques de laquelle il obtient son diplôme en 1974, il se marie un an plus tard avec une femme également originaire de Butare. De leur mariage naissent trois enfants. C'est au Ministère rwandais de l'agriculture et de l'élevage que Musema démarre sa carrière. Il travaille alors en coopération avec un organisme français, l'Orstom. Pendant ce temps, à Gisovu, une usine à thé se construit. Il s'agit d'une entreprise publique. Alors qu'en 1984, elle commence à peine à produire, Musema en est nommé directeur. L'usine parvient rapidement à atteindre la production d'usines à thé plus anciennes, devenant même, en 1993, l'une des plus importantes installations de ce type au Rwanda. En dépit de ses activités industrielles, Musema n'en garde pas moins des connexions aussi bien avec sa préfecture de naissance, la préfecture de Byumba, dont il est membre du Conseil préfectoral, qu'avec celle de Butare dont il est membre

du Comité technique. Il a quarante-cinq ans quand démarre le génocide.

Voici maintenant Obed Ruzindana. Né à Gisovu au sein d'une riche famille hutu, il grandit à Kibuye. Son frère, un certain Joseph Mpambara, prendra, comme lui, activement part au génocide à l'encontre des Tutsi. Notons à cet endroit que chaque membre d'une même famille a, en plus de son prénom chrétien, son propre nom rwandais. Deux frères peuvent donc porter des noms rwandais différents. A vingt-quatre ans, Obed Ruzindana part vivre à Kigali. Il vient alors régulièrement, en provenance de la capitale, livrer ses clients commerçants de l'ouest du pays, leur fournissant haricots, sorgho, savon et sel, après quoi il s'en retourne à Kigali, tout en ayant pris soin au préalable de faire un crochet par la commune de Gisovu afin de s'y approvisionner en thé. Il démarre peu à peu une activité d'importation ainsi que de transport de marchandises à l'étranger, employant pour cela quatre chauffeurs. Il devient bientôt un homme d'affaires prospère, marié et père de deux enfants. Les deux parents de sa femme sont tutsi. Bientôt ils parviennent, contre monnaie sonnante et trébuchante, à changer la mention « Tutsi » imprimée sur leur carte d'identité. Obed a trente-deux ans quand commence le génocide. Lui et sa famille quittent alors Kigali pour se rendre chez son père, le bourgmestre Elie Murakaza, habitant dans la commune de Rwamatamu. Populaire, le père d'Obed est parvenu à obtenir qu'à l'endroit où s'installe la famille de son fils, celle-ci soit respectée. Obed va y poursuivre son activité de commerçant tout au long du génocide.

Lui et son frère Joseph démontrent que c'est donc aussi en famille que l'on participe au génocide, ce que conforte, par ailleurs, la présence de Ntakirutimana père et fils sur le terrain du grand massacre. Aussi bien le fils, Gérard, que le père, Elizaphan, sont nés dans la préfecture de Kibuye. Quand démarre le génocide, Gérard a près de quarante ans et Elizaphan, à peu près soixante-dix. Gérard est alors médecin à l'hôpital du complexe de Mugonero, dans le secteur Ngoma. Ce complexe comprend une école d'infirmières, un hôpital, des habitations et est dirigé par une église des adventistes du Septième jour dont Elizaphan est l'un des pasteurs. Outre la région de Bisesero, c'est également celle de Mugonero qui va, au cours du printemps 1994, servir de terrain de chasse à ce tandem père et fils. Mentionnons également Ryandikayo, qui a une trentaine d'années quand démarre le génocide. Il gère alors un restaurant dans le secteur Mubuga de la commune de Gishyita.

Quant à Yusufu Munyakazi, il constitue un cas à part. Né dans la commune de Rwamatamu de la préfecture de Kibuye, il demeure dans celle de Cyangugu. Cette préfecture se situe au sud de celle de Kibuye, donc au sud-ouest du Rwanda. La ville de Cyangugu constitue, au sein de cette préfecture, un centre d'échange important avec la ville zairoise de Bukavu. C'est précisément dans la ville de Bugarama que vit Munyakazi.

Il y exerce une activité prospère de commerçant et d'agriculteur. Mais pourquoi donc le mentionner s'il ne fait pas partie des génocidaires locaux de la préfecture de Kibuye ? Pour la simple raison que le génocide de Bisesero fera justement, à différentes reprises, appel aux miliciens génocidaires venus d'autres régions que celle de la préfecture de Kibuye, lorsque l'envergure des attaques nécessitera des renforts venant d'ailleurs. Ce sera précisément le cas des génocides anti-Tutsi perpétrés à Bisesero les 13 et 14 mai, ainsi que les 28 et 29 juin. Dans ces deux cas, Yusufu répondra présent à l'appel, ajoutant à l'effectif des génocidaires locaux les Interahamwe qu'il dirige dans la petite ville de Bugarama où sa maison fait office de quartier général. Yusufu, qui a deux femmes, a cinquante-neuf ans quand démarre le génocide.

Il faut ajouter ici que dans les années qui ont précédé ce génocide, des militaires français ont assuré des formations destinées aux dirigeants des Interahamwe et des Impuzamugambi, ces derniers étant constitués par la jeunesse de la Coalition pour la Défense de la République (CDR), parti ethniste et raciste anti-Tutsi. Parmi ces dirigeants se trouvait Yusufu Munyakazi. Après la formation, ces derniers sont retournés dans leurs communes d'origine avec des armes qui leur ont été distribuées afin qu'ils en forment d'autres à leur tour.

Nous venons de parler de Yusufu Munyakazi acheminant ses Interahamwe afin qu'ils viennent soutenir les génocidaires à Bisesero. Mais qui sont exactement ces miliciens Interahamwe ? Et quel rôle jouent-ils sur les collines rwandaises tout au long de ce génocide ? Les Interahamwe forment une milice composée de civils ayant été formés à tuer dans les mois qui ont précédé le génocide. Roméo Dallaire, qui fut chef militaire de la mission des Nations Unies déployée au Rwanda, révéla qu'en janvier 1994, trois mois avant l'attentat contre le président rwandais, un informateur de cette milice l'avait prévenu que des jeunes avaient été recrutés afin d'être, trois semaines durant, entraînés à tuer. Il avait ajouté qu'à l'issue de leur formation, ils avaient, une fois rentrés chez eux, pour ordre d'y recenser les Tutsi. L'informateur lui avait enfin fait savoir que cette milice avait été pourvue en fusils-mitrailleurs par l'armée rwandaise. Afin de les assurer de la véracité de ce qu'il avançait, il était allé jusqu'à conduire des Casques bleus directement dans une cache d'armes. Il avait enfin proposé non seulement de révéler les endroits où se trouvaient les autres caches d'armes mais aussi de donner les noms des dirigeants de la milice.

En échange, il s'était contenté de demander un peu d'argent ainsi que des passeports afin que lui et sa famille puissent se réfugier dans un pays étranger. Le 11 janvier, Roméo Dallaire envoya donc un fax à ses chefs directs, parmi lesquels Kofi Annan, dans lequel il décrivit comment se préparait « l'extermination anti-Tutsi » en vue de laquelle

tout l'armement nécessaire avait maintenant été rassemblé. Il y précisa que son informateur lui avait fait savoir que mille sept cents miliciens, entraînés dans des camps à l'extérieur de la capitale rwandaise, étaient prêts à envahir cette dernière par équipes de quarante, ces unités étant en mesure de tuer « mille personnes en vingt minutes ». Dallaire avait ainsi prévu de lancer un raid contre ces caches d'armes, n'attendant plus à cette fin que l'accord du Conseil de Sécurité. Or un télégramme de Kofi Annan vint le lui interdire.

Le Secrétaire général de l'ONU était alors Boutros Boutros-Ghali. Dallaire apprendra, par la suite, que la France avait demandé à l'ONU son renvoi en tant que chef militaire de la mission onusienne. Il ne fit alors pour lui aucun doute que quelqu'un avait dû lire ses rapports dans lesquels il avait fait état de la présence de soldats français au sein de la garde présidentielle, précisant qu'il s'agissait là d'« une instance qui entretenait des liens étroits avec les milices de l'Interahamwe ». Des milices dont la France officielle a toujours rejeté les accusations selon lesquelles ce seraient ses propres militaires qui en auraient assuré la formation au moment où ils dispensaient celle de l'armée rwandaise. Et pourtant les témoignages sont foison, qu'ils viennent d'anciens miliciens ou bien des militaires s'entraînant alors au côté de ces civils. Ils font état de ce que les militaires français ont bien formé des milices génocidaires aux techniques de combat avec ou sans armes, notamment aux camps de Ruhengeri, de Gabiro, de Muhima, de Mukamira, de Nyakinama, de Bigogwe et de Cyangugu.

Outre le fait que les Interahamwe déferlèrent bien en avril sur Kigali afin d'y massacrer les Tutsi, ils ont également eu pour rôle d'encadrer la population hutu lorsqu'il s'est agi de la faire participer activement au génocide. Voici donc comment ces Interahamwe prennent place dans le dispositif global de ce génocide, en étant aussi bien aux côtés des représentants locaux de l'autorité rwandaise et de son armée que de la population hutu.

Il convient toutefois de noter que dans la commune de Gitesi de la préfecture de Kibuye, l'aile « Power » ne s'est pas développée au sein du parti auquel appartiennent les Interahamwe, le MRND. « Power » est la formule réduite du slogan « Hutu Power » destiné à promouvoir le concept ethnique de pouvoir aux Hutu. Le « Hutu Power » avait été créé dans la continuité du discours prononcé fin février 1993 par le ministre français de la Coopération, Marcel Debarge, discours au cours duquel il était parvenu à convaincre la population de la nécessité de « présenter un front uni face au FPR [mouvement rebelle composé des Rwandais exilés souhaitant revenir au Rwanda] dans les prochains jours ». Ceci explique pourquoi le préfet Kayishema va, pour soutenir le génocide dans la commune de Gitesi, faire appel à des Interahamwe venant de l'extérieur de cette

commune, voire de l'extérieur de la préfecture. On retrouve là en somme la stratégie mentionnée par Dallaire à sa hiérarchie selon laquelle les Interahamwe, formés à tuer ailleurs qu'à Kigali, n'attendaient plus qu'un signal pour déferler sur la capitale rwandaise. On conçoit aisément que si ces Interahamwe étaient en mesure d'atteindre la capitale, d'autres étaient tout aussi aptes à envahir la commune de Gitesi.

En dehors de ces milices importées d'autres régions, de paysans venus d'autres communes, de gendarmes et autres fonctionnaires, les habitants de la commune de Gitesi qui participent chez eux à l'extermination des Tutsi sont pour beaucoup des jeunes qui, issus des classes populaires hutu, sont partisans de l'aile « Power » du parti MDR. Si leur participation concerne notamment les grands massacres perpétrés dans la ville de Kibuye, ils n'y font toutefois qu'épauler localement l'entreprise d'extermination initiée par le préfet.

L'autre grand acteur du génocide que nous devons désormais présenter est la population elle-même, encadrée aussi bien par les Interahamwe que par les membres du MDR-Power. Ces derniers supervisent la population de la commune de Gitesi en commençant par obtenir de certains Hutu qu'ils se désolidarisent de leurs voisins tutsi, après quoi ils les assistent dans leur déploiement sur le terrain des grands massacres. Une partie importante de la population de la commune de Gitesi participe ainsi peu à peu, au côté du MDR-Power ainsi que des gendarmes et des Interahamwe, aux tueries ayant lieu sur les grands sites. Ensemble, ils parviennent à réaliser des sommets dans l'horreur. Quand la population qu'ils sont parvenus à mobiliser n'est pas occupée à tenter de débusquer les Tutsi des forêts ou de la brousse, elle sert à former un véritable rempart humain autour des différents endroits prévus pour les exterminer.

La question se pose de savoir comment la population a pu, au moins en partie, être mobilisée de la sorte dans les tueries. Et cette question est d'importance. Le négationnisme de ce génocide joue en effet sur le fait que les massacres anti-Tutsi n'auraient en aucune manière fait partie d'un plan génocidaire, mais auraient résulté d'une colère populaire, cette dernière ayant spontanément éclaté après que la population eut pris connaissance des accusations publiques portées contre les Tutsi pour leur prétendue implication dans l'assassinat de son président. Quand, au fil du temps, il ne sera toutefois plus tenable de contourner le terme « génocide », le négationnisme l'intégrera dans son discours tout en faisant valoir que si génocide il y eut, ce dernier ne fut pas planifié, mais fut la conséquence d'une transformation interne progressive de cette colère populaire, métamorphose qui en aucun cas toutefois n'aurait bénéficié d'incitation externe.

Qu'en est-il dans la réalité ? La réalité est loin d'être exempte d'incitations externes. Il faut souvent en effet, dans un premier temps, que

les génocidaires obtiennent de nombreux Hutu qu'ils se désolidarisent des Tutsi afin qu'ils cessent de les aider à se défendre contre les attaques dont seuls ceux-ci sont la cible. On ne manquera pas de remarquer que les autorités doivent agir directement sur le terrain, en dépit du fait que la radio génocidaire RTLM [Radio Télévision libre des mille collines] s'en charge aussi en martelant qu'il faut venger la mort du président en traquant et tuant l'ennemi tutsi. A croire donc que la radio ne fait pas tout et que si la séparation entre les Tutsi et les Hutu a bien commencé le jour de la nouvelle de l'attentat, les autorités génocidaires ne doivent pas pour autant relâcher la pression sur le terrain, mais continuer à persuader la population de prendre part au génocide.

Aux fins d'obtenir des Hutu qu'ils se désolidarisent des Tutsi, les génocidaires réveillent chez eux un large éventail de sentiments humains parmi lesquels la paranoïa et la lâcheté, en leur faisant croire que les Tutsi ont prévu de les tuer, quand ils ne les menacent pas de le faire eux-mêmes directement, menaces que la présence de nombreux criminels réputés en leurs rangs rend pour le moins crédibles. Ils suscitent aussi l'intérêt personnel chez leurs interlocuteurs en leur faisant notamment convoiter les richesses des Tutsi qu'ils ne manquent pas de commencer à piller devant leurs yeux. La situation d'ensemble fait le reste. Les radios nationales appelant à tuer les Tutsi, les représentants locaux de l'Etat ainsi que l'armée participant aux massacres, les Hutu sont bien vite confortés dans le caractère officiel des tueries et dans le fait que rien ne pourra dès lors leur être reproché s'ils se décident également à tuer. Les premiers tueurs ayant fait la démonstration aussi bien de leur détermination que de leur organisation, ils semblent bien dire vrai aux yeux de ces Hutu encore solidaires des Tutsi lorsqu'ils leur font savoir que leur combat au côté de leurs voisins tutsi ne les mènera à rien. Ne sachant dès lors quoi faire face aux messages lancés à leur attention par les génocidaires, les Hutu se réunissent, finissant, souvent de façon collégiale, par décider d'abandonner leurs anciens alliés tutsi, ce qu'ils font parfois par communautés entières, épousant en cela ce qui leur apparaît être un mouvement général. Leur changement d'attitude est alors radical, certains Hutu étant, une fois effectué leur premier meurtre, bientôt transportés par une frénésie génocidaire proche de la folie.

Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants tutsi, décident très vite de se réfugier dans des églises, notamment après avoir suivi les conseils de leurs aînés qui y ont, pour leur part, déjà trouvé à se protéger, notamment à l'occasion des massacres de l'année 1959. Les autorités locales accompagnent ce mouvement en faisant croire aux Tutsi qu'elles font tout ce qui est en leur pouvoir pour reprendre le contrôle d'une situation qui leur aurait momentanément échappé, leur conseillant de trouver refuge dans ces endroits où elle seront à même d'assurer leur protection,

le temps de reprendre la main sur la rue et de désarmer ces factions prétendument incontrôlées. L'Etat rwandais souffle ainsi le chaud et le froid, organisant aussi bien les premières tueries que la désinformation susceptible d'entraîner la cible du génocide vers les différents lieux de son extermination.

Aussi la violence initiale a-t-elle une double fonction. Elle a d'abord pour objectif d'assassiner les premiers individus figurant sur des listes préétablies. La cible n'est alors, à cet instant, pas encore constituée uniquement de Tutsi, mais aussi de Hutu. Il s'agit en effet d'éliminer toutes ces personnes qui, notamment du fait de leur influence, seraient capables de contre-mobiliser la population, d'apaiser la situation, de contrecarrer en somme le plan génocidaire. En second lieu, elle engendre une atmosphère de panique se traduisant par un premier mouvement de population, bientôt favorisée par les ordres donnés par les autorités locales aux Tutsi de quitter leurs habitations.

Ce mouvement de population se renforce à mesure que les tueries ciblent non plus seulement les Rwandais figurant sur des listes préétablies, mais l'ensemble des Tutsi dans le cadre du génocide qui les cible. Il s'agit dès lors pour les autorités génocidaires locales de canaliser ce mouvement de foule vers les différents sites de regroupement prévus pour en exterminer plus facilement les membres. C'est dans cette optique que le préfet de Kibuye, Clément Kayishema, prévoit de rassembler les Tutsi de sa préfecture au sein des différents sites de la ville de Kibuye. Aussi, tandis qu'il y fait converger, en provenance de préfectures voisines, des tueurs aguerris et qu'il sait qu'il peut par ailleurs compter à cet endroit sur l'appui local des partisans du MDR, il enjoint les Tutsi de sa préfecture d'en prendre également la direction. Alors que ces derniers atteignent par milliers la ville de Kibuye, c'est également par milliers que les tueurs y pénètrent, répondant ainsi à la demande de renfort exprimée un peu plus tôt par le préfet de Kibuye.

Si l'on disposait d'images filmées satellites suffisamment précises de la région de Kibuye en ce printemps génocidaire et que l'on entreprenne de les projeter en accéléré, on verrait sans doute se dessiner un ensemble de mouvements pour le moins édifiants. On y observerait des foules se rendant peu à peu vers des endroits qui ne manqueraient alors pas de nous apparaître avec évidence comme les points nodaux d'un génocide parfaitement structuré. Dans un premier temps, tandis qu'on y constaterait les uns prendre la direction des collines de Bisesero, on y verrait les autres se rendre vers des stades ou des églises. On y remarquerait des bandes cerner ces lieux de regroupement, y acheminer des armes, y lancer un assaut, tandis que des foules continueraient à remplir d'autres églises ainsi que d'autres stades que ces mêmes bandes, ou d'autres, viendraient alors à nouveau cerner, de nouveau y acheminant des armes, de nouveau

y lançant un assaut. Une telle projection nous ferait apparaître ce grand massacre comme bien éloigné de ce que peut donner à comprendre un récit lorsqu'il s'en tient à ne présenter que des scènes incluant un Hutu tuant son voisin tutsi, quand bien même ces scènes-là ont bien existé.

On verrait parallèlement la poche de résistance qu'est Bisesero grossir au fur et à mesure que les Tutsi ayant échappé aux massacres en prendrait la direction. Vers la fin du mois d'avril, la majorité des Tutsi habitant la préfecture de Kibuye qui n'ont pas fui immédiatement en direction de Bisesero ont fini par être massacrés, soit chez eux, soit au sein de ces églises et autres centres de regroupement, hôpitaux, stades, dans lesquels ils avaient pourtant cru un temps pouvoir trouver refuge. Un certain nombre d'entre eux ont toutefois entrepris, dès le début du génocide, de rejoindre les collines de la région de Bisesero, forts de la connaissance des exploits passés de ses habitants, les Basesero, eux-mêmes principalement tutsi et éleveurs pour la plupart.

Ces vaillants combattants étaient, en 1959, 1962 et 1973, parvenus à se défendre contre leurs assaillants. Ils sont alors pour beaucoup encore persuadés que l'histoire ne peut que se répéter et que par voie de conséquence ils ne peuvent que tenir bon. Une seconde vague de Tutsi se déplace vers Bisesero après avoir échappé aux grands massacres perpétrés dans les centres de regroupement. Au total, on dénombre désormais pas moins de cinquante mille Tutsi sur les collines de Bisesero. Il y a alors à Bisesero à peu près autant d'hommes, de femmes et d'enfants qu'il en restait dans le ghetto de Varsovie en janvier 1943, alors que les déportations de juifs vers les camps de la mort touchaient à leurs fins et que s'amorçait son insurrection.

Ainsi rassemblés à Bisesero, les Tutsi espèrent parvenir à générer une force susceptible d'opposer une efficace résistance à leurs génocidaires que, faute d'avoir pu fuir ailleurs, ils vont désormais devoir affronter à Bisesero. La lutte sera sans merci. C'est en effet désormais là que les massacres, qui ont pris fin ailleurs, vont, à partir de la dernière semaine d'avril, concentrer toute l'attention des génocidaires. Si les collines de Bisesero ne sont pas enfermées artificiellement par des murs comme l'est un stade, une église ou un ghetto, la nature sait offrir de quoi transformer ce lieu en un piège par le biais de ces cirques de collines au sommet et en contrebas desquelles on peut répartir la population hutu afin qu'elle forme un mur humain empêchant les Tutsi de s'échapper. A Bisesero, ce 13 mai, outre la barrière humaine, des armes lourdes sont positionnées aux sommets des collines, des armes prêtes à cracher à distance leurs projectiles sur des Tutsi désormais piégés.

En cela, les génocidaires ne vont faire que mettre en œuvre une tactique mise au point dès lors qu'ils eurent compris que les Tutsi parvenaient à les tuer en se mélangeant à eux. Et avant l'ouverture du feu,

toujours l'information mensongère destinée à les guider vers le lieu de leur extermination, que ce soit vers un stade, une église, une colline. Le mensonge comme première salve indolore. Le mensonge comme ouverture inaudible du feu. Car ne nous y trompons pas. Quand le mensonge est là, c'est que le massacre lui-même a commencé, si ce n'est que la victime, elle, ne le sait pas encore.

Il est encore temps pour vous, lecteur, de refermer le présent ouvrage. Il y a en effet des choses difficiles à lire, difficiles à accepter. Je vous aurai prévenu.

Plus de cinquante témoignages venant aussi bien de rescapés que de tueurs font état de ce que des soldats blancs, ont, le 13 mai 1994, activement participé, et ce de façon déterminante, au massacre des quarante mille civils tutsi de Bisesero. Les anciens tueurs nous font savoir de leur côté que ces soldats blancs leur ont été présentés comme étant de nationalité française. Tous ces témoignages parsèment le présent récit. Voilà donc l'acteur qui nous restait à introduire. Il fut, sur le terrain du génocide de Bisesero, aux côtés des miliciens, de leurs chefs ainsi que de la population hutu. Un acteur difficile à cerner, car il ne se montre que rarement, contrairement à son allié génocidaire rwandais, sauf quand il lui faut l'épauler sur le terrain du génocide. Ce fut le cas ce 13 mai, les milices génocidaires que les soldats français avaient formées quelques années plus tôt refusant de continuer à affronter seuls les Basesero trop forts pour eux. Quarante mille morts et un mois et demi plus tard, il fallait réinsuffler aux rescapés tutsi de ce massacre une confiance capable de peser plus lourd dans la balance que le fait qu'ils aient vu des Blancs participer activement à ce grand massacre. Ainsi allait-on tenter de faire en sorte qu'ils se fient à d'autres soldats blancs, officiels ceux-là : ceux de Turquoise.

Or comment les Tutsi peuvent-ils savoir si les soldats français qui viennent à leur rencontre le 27 juin 1994 à Bisesero sont ou non de connivence avec les soldats blancs qu'ils ont vu participer au massacre des leurs le 13 mai ? Faute de le savoir, ils se découvrent aux yeux des génocidaires rwandais afin de rejoindre les soldats de Turquoise, misant sur le fait que ces Blancs vont rester avec eux, appeler du renfort, en somme les sauver. Mais les soldats français les abandonnent, prétextant n'être pas préparés, leur promettant de revenir trois jours plus tard les sauver. Et voilà les rescapés du massacre du 13 mai qui à nouveau arpentent en courant les collines de Bisesero afin d'échapper à la mort, les deux jours qui suivent l'abandon des Français faisant l'objet des massacres les plus terribles depuis ceux de la mi-mai. Une polémique fait rage depuis des années : les soldats de Turquoise ont-ils volontairement laissé les génocidaires rwandais finir le « travail » pendant ces trois jours ? Nous verrons dans ce récit que la question aura somme toute été bien faible par rapport à la réalité. La moitié des derniers survivants de Bisesero sont

finalement exterminés pendant ces deux jours. La moitié ? Cela veut dire qu'il en reste. Plusieurs centaines. L'Histoire va donc pouvoir s'écrire.

La direction de l'Histoire, c'est précisément celle que je vous invite, lecteur, à emprunter à l'occasion de ce voyage dans le passé, afin qu'ensemble nous parcourrions les cent jours du génocide à Bisesero, en compagnie de dizaines, que dis-je, de centaines de témoins, paysans hutu, rescapés tutsi, policiers, miliciens. Je vous promets l'écoeurement, la nausée et la colère. La plongée sera en apnée. Lutte contre votre refus de voir la nature humaine dans ce qu'elle a de plus abject et de plus cynique, car c'est aussi cela la nature humaine. Et une fois parvenus à vaincre le dégoût que vous inspireront ces massacres, luttiez contre la lassitude que leur litanie peut également finir par inspirer chez l'être le plus sensible. Acceptez enfin de voir la vérité, toute la vérité, cette vérité une et indivisible.

Au moment où je vous ai fait savoir qu'étaient présents des soldats blancs, français, au cours du massacre du 13 mai, je vous ai entendu me demander : « Pourquoi ? » Ce n'est pas là l'objet de mon enquête. Je ne sais pas le pourquoi, mais je sais le comment. Et je vais vous le raconter.